

## ■ ÉDITO

### Le rajeunissement de l'investisseur en actions, quels défis pour le régulateur et pour la Place financière ?

La 5<sup>e</sup> édition du Baromètre de l'épargne et de l'investissement de l'AMF confirme le renouveau de l'investissement direct en actions depuis bientôt deux ans, en particulier chez les plus jeunes.

Âgés de moins de 35 ans et au profil plus féminin que les investisseurs traditionnels, les nouveaux venus sur les marchés d'actions sont confiants dans l'évolution de leur propre situation financière.

Si la confiance est clé dans la décision d'investir sur le long terme, la finance comportementale souligne les effets négatifs d'un excès de confiance aboutissant à des prises de risque trop importantes. Et les erreurs des néophytes peuvent être nombreuses : ordres de bourse mal maîtrisés, insuffisante diversification, réactions trop rapides à des événements de marché défavorables...

L'arrivée de cette nouvelle génération d'investisseurs interroge le régulateur. Comment accompagner au mieux ces novices ? S'inscriront-ils dans une optique d'investissement de long terme ? Par quels moyens développer leurs connaissances financières ? L'objectif est de les aider à se forger une culture boursière, sachant que l'expérimentation, s'il s'agit de sommes raisonnables au regard de leurs moyens financiers, fait partie de leur apprentissage.

Les enjeux d'une éducation à l'épargne financière sont majeurs et nécessitent la mobilisation de toute la Place financière. L'apport du professionnel en tant que conseiller doit être valorisé.

La digitalisation accrue des modes de souscription sans conseil n'exonère pas les plateformes de distribution d'une bonne information du client, complète, exacte et non trompeuse. La construction de parcours clients digitaux doit ainsi prévoir des messages lisibles, avec l'objectif de les fournir au bon moment afin de permettre des investissements réellement adaptés à la situation de chacun. ■

## ■ FOCUS

### Épargne : les Français et leurs conseillers financiers

Pour leurs placements, les épargnants sont souvent au contact d'un conseiller.

La moitié des Français estime avoir besoin de leurs conseillers pour leur argent et leur épargne. Ce besoin est davantage exprimé par ceux qui disposent d'un patrimoine financier supérieur à 30 k€ : ils sont 6 sur 10 à dire avoir besoin de conseils. Les moins de 35 ans sont au contraire plus enclins à préférer « se débrouiller seuls ».

#### Faire le bilan avec son conseiller

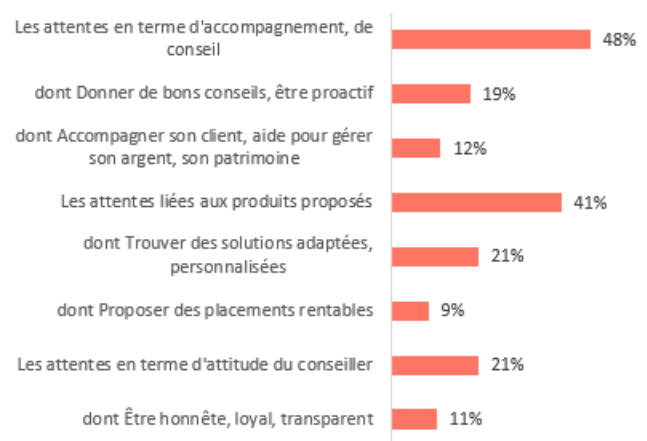
La moitié des Français déclarent avoir déjà bénéficié d'un bilan de leur épargne ou placements par un professionnel, dont 3 sur 10 en 2020 ou 2021. Ce « bilan » était à leur initiative pour 62 % d'entre eux.

Dans plus de la moitié des cas, le conseiller a pris le temps de dresser un bilan de leur situation et de leurs objectifs avant de recommander un placement. Dans trois cas sur 10, dans le souvenir de la personne interrogée, le conseiller a fait des suggestions de placement sur la base d'une discussion rapide.

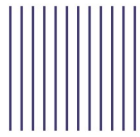
#### Quelles sont les attentes ?

En matière d'épargne et de placement, les Français formulent des attentes d'accompagnement et de conseil de la part de leur conseiller (48 % d'entre eux). Deux Français sur 10 attendent de leur conseiller qu'ils trouvent des solutions adaptées à leur situation et à leurs objectifs. ■

#### Quel doit être selon vous le rôle d'un conseiller financier en matière d'épargne et de placement ? Question ouverte



Source : Baromètre AMF de l'épargne et de l'investissement, nov. 2021



# Baromètre 2021 de l'épargne et de l'investissement

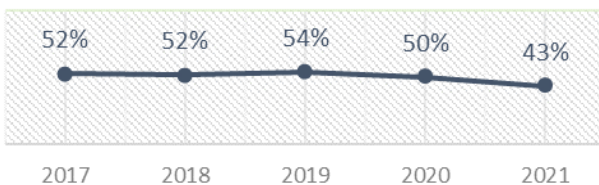
## L'intérêt porté aux placements en actions se maintient à un niveau élevé. Les intentions de souscription augmentent.

La 5<sup>e</sup> livraison du Baromètre de l'épargne et de l'investissement (2 000 Français de 18 ans et plus interrogés en octobre 2021) confirme l'intérêt croissant porté aux placements en actions, en particulier par les plus jeunes<sup>1</sup>.

### Une ouverture au risque

Depuis 2 ans, la proportion de Français refusant de prendre des risques pour leur épargne a baissé et passe désormais sous la barre des 50 % : ils étaient un peu plus de 54 % en 2019, ils sont désormais 43 %.

**Proportion de Français « refusant tout risque sur leurs placements tout en sachant que la rémunération restera faible »**

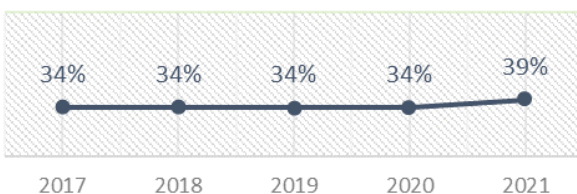


Source : Baromètre de l'épargne et de l'investissement, nov. 2021

Les « risquophobes » sont plus souvent des personnes âgées de plus de 65 ans. Seuls 36 % des moins de 35 ans seraient « réfractaires » à toute prise de risque en matière de placements.

Parallèlement, les Français acceptant « un peu de risque » sont plus nombreux en 2021. Les plus « risquophiles » sont les personnes de moins de 35 ans (42 % d'entre eux, 39 % en 2020, 35 % en 2019). Mais les personnes plus âgées sont également plus nombreuses à accepter de prendre un peu de risque : les plus de 65 ans sont désormais 35 % dans ce cas (29 % en 2020) et les 35-54 ans sont 40 % (34 % en 2020).

**Proportion de Français « acceptant un peu de risque dans l'espoir d'avoir une meilleure rémunération que les placements sans risque »**



Source : Baromètre de l'épargne et de l'investissement, nov. 2021

<sup>1</sup> Le rapport détaillé de l'étude est accessible sur le site de l'AMF dans [la rubrique Publications/ Rapports, études et analyses](#).

### Hausse de la confiance personnelle des Français

Après une baisse en 2020, la confiance des Français dans l'évolution de leur propre situation financière au cours des douze prochains mois est repartie à la hausse en 2021. Pour la première fois depuis le lancement du Baromètre, les personnes « confiantes » étaient plus nombreuses, en octobre 2021, que les personnes « inquiètes ».

Entre 2020 et 2021, la proportion de personnes se déclarant confiantes a sensiblement augmenté, de 27 % à 34 %. Cet accroissement de la confiance personnelle a beaucoup augmenté chez les moins de 35 ans (de 35 % à 51 %).

Par ailleurs, les plus « inquiets » sont les plus âgés (37 % des plus de 55 ans) et ceux qui disposent d'un patrimoine financier relativement faible (42 % des patrimoines financiers inférieurs à 10 k€). ■

### Le bon moment pour les plus jeunes

Le nombre de Français estimant que c'est le bon moment de faire des placements en actions évolue peu (15 % des personnes interrogées contre 13 % en 2020), sauf chez les plus jeunes : les moins de 25 ans sont désormais 25 % à le penser, contre 7 % seulement en 2020.

Ceux qui pensent que ce n'est pas le moment sont bien moins nombreux qu'en octobre 2020 (26 % contre 41 %), en cohérence avec le rebond de la confiance.

### Davantage d'intentions de souscription

Les intentions de souscription sont à la hausse depuis 2 ans : 25 % des Français déclarent avoir l'intention de placer en actions dans les 12 mois, contre 19 % en 2019.

**Au cours des 12 prochains mois, pourriez-vous envisager de souscrire des placements en actions ?**



Source : Baromètre de l'épargne et de l'investissement, nov. 2021

Ceux qui ne l'envisagent pas à court terme peuvent le faire à plus long terme. Au total, à plus ou moins long terme, 35 % des personnes interrogées affichent des intentions de souscription (contre 31 % en 2020 et 28 % en 2019).

C'est le cas de 49 % des personnes de moins de 35 ans (44 % en 2020 et 39 % en 2019), et de 58 % des moins de 25 ans.

## Des anticipations un peu plus optimistes

Interrogés sur leurs perceptions de la rentabilité des placements en actions, la moitié des Français estime qu'ils ont été rentables au cours des 5 dernières années. Le taux de rendement annuel passé est estimé en moyenne à 4,6 %, en hausse de 0,6 point par rapport à 2020. Mais parmi ces Français estimant que ces placements ont été rentables, ils ne sont que 3 sur 10 à penser que ce rendement a été supérieur à 5 % par an (4 sur 10 chez les détenteurs d'actions individuelles).

Pour les cinq prochaines années, 43 % des répondants pensent que la rentabilité des placements en actions pourrait être positive (41 % en 2020). C'est le cas pour 55 % des jeunes de 18-24 ans, mais aussi de 57 % de ceux qui disposent d'un patrimoine financier d'au moins 50 k€, de 56 % des personnes « confiantes » et de 69 % des détenteurs de placements en actions.

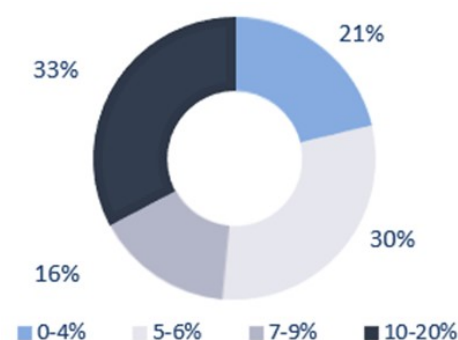
Le rendement moyen attendu est de 4,2 % (3,6 % en 2020). Ce sont les détenteurs d'actions individuelles qui en attendent le plus (4,7 % par an en moyenne).

## Le niveau de rendement incitatif

Pour un placement risqué sur les marchés financiers, deux Français sur 10 estiment qu'un taux de rendement positif inférieur à 4 % par an est suffisant pour les inciter à y investir une partie de leur épargne. Ils sont 3 sur 10 à considérer que ce rendement doit être de 5 ou 6 % par an. Par ailleurs, un tiers des Français attendent au moins 10 % par an.

Le taux médian attendu par les moins de 35 ans est de 7,2 %. Il est de 5,1 % chez les plus de 55 ans (5,9 % pour l'ensemble de la population).

À partir de quel rendement annuel estimez-vous qu'une épargne investie sur les marchés financiers, c'est à dire risquée, rapporte suffisamment pour que cela vous incite à y placer une partie de votre épargne ?



Source : Baromètre AMF de l'épargne et de l'investissement, nov. 2021

## La notoriété des néo-brokers

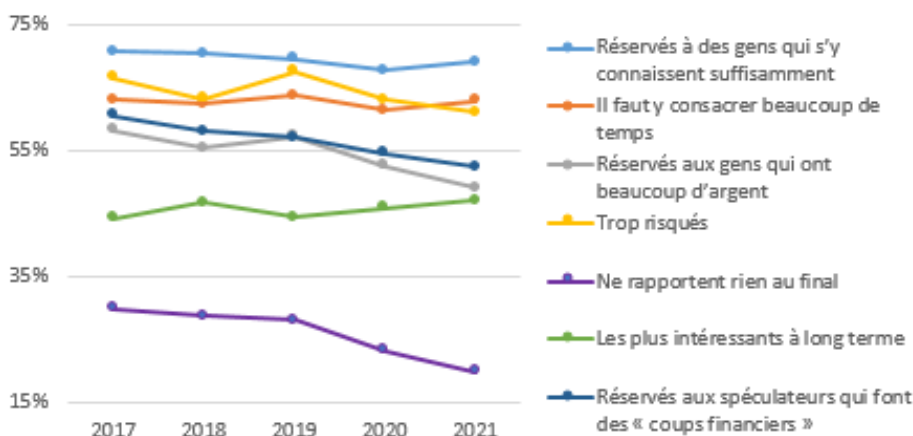
29 % des Français ont entendu parler de nouvelles offres sur internet permettant d'investir en bourse très simplement, gratuitement ou à des tarifs très faibles. Ce sont plus souvent les hommes (34 %) et les 18-24 ans (39 %). C'est le cas aussi de 54 % de ceux qui pourraient envisager de souscrire des placements en actions. ■

## L'image des placements en actions évolue

Une majorité de Français continue de penser que les placements en actions sont réservés à ceux qui s'y connaissent suffisamment, qu'il est nécessaire d'y consacrer beaucoup de temps ou qu'ils sont trop risqués. Depuis 4 ans, les perceptions tendent toutefois à évoluer :

- La part des personnes estimant que les placements en actions sont réservés aux gens qui ont beaucoup d'argent est passée de 58 % en 2017 à 49 % en 2021.
- La part des personnes considérant qu'ils ne rapportent rien au final est passée de 30 % à 20 %.

## Proportion de personnes d'accord avec les affirmations suivantes concernant les placements en actions



Source : Baromètre de l'épargne et de l'investissement, nov. 2021

## De nombreux nouveaux investisseurs

14 % des détenteurs déclarés d'actions individuelles (au niveau du foyer) auraient acheté des actions pour la première fois depuis un an. Ce serait le cas d'un quart des femmes détenant des actions et parmi les 18 à 24 ans, de près de 3 personnes sur 10.

Le renouvellement de la population d'actionnaires individuels semble important puisque 4 actionnaires sur 10 le seraient depuis moins de 3 ans. Chez les actionnaires de moins de 35 ans, ce sont 6 personnes sur 10. C'est le cas également de plus d'une détentrice d'actions sur deux : 49 % des femmes ont répondu détenir leurs actions depuis moins de trois ans. ■

## ■ FOCUS

### Une typologie des Français en matière d'épargne et de placements

Le Baromètre de l'épargne et de l'investissement permet à l'AMF de disposer d'une typologie robuste des épargnants constituée de quatre groupes d'épargnants différents<sup>1</sup>.

L'analyse s'est appuyée notamment sur les préoccupations d'épargne, leur aisance à l'égard des placements et leur intérêt pour les placements en actions.

Les Français les plus à proximité des placements en actions sont les « aisés experts ».

#### Les « aisés experts » (24 % des Français)

Les experts aisés (48 ans en moyenne, au deux tiers des hommes), le plus souvent mariés et de catégories sociales supérieures (CSP+), disposent de ressources financières relativement importantes (73 k€ en moyenne, près de 2 fois le patrimoine financier moyen des autres Français). Les revenus de leur foyer sont relativement élevés (4 400 euros par mois contre 2 900 euros en moyenne pour les autres). Ils sont confiants dans l'évolution de leur propre situation financière (52 %, contre 27 % pour le reste des Français).

Ils sont 44 % à avoir pour préoccupation forte de préparer financièrement leur retraite et 39 % à vouloir accroître leur patrimoine, à le faire fructifier.

#### Ouverts au risque

Ils sont très majoritairement prêts à accepter de prendre un risque sur une partie de leurs placements (87 % des répondants contre 29 % en moyenne dans le reste de la population). Ces épargnants sont bien moins sensibles au critère de la disponibilité de l'argent placé que les autres Français.

Ils sont multi-détenteurs de produits (au niveau du foyer). 37 % détiennent des fonds d'actions et 43 % des actions individuelles.

#### Intéressés par les placements en actions

Ils se tiennent informés de l'actualité financière, de l'évolution de la bourse et des marchés financiers (97 % d'entre eux, contre 37 % des autres Français), disent s'intéresser aux placements en actions (80 % contre 12 %) et sont 65 % à avoir confiance en ces placements (contre 11 %). 75 % pensent que les placements en actions seront rentables ces 5 prochaines années (33 %). Ils sont 35 % à penser que c'est plutôt un bon moment pour investir en bourse (9 %). Ainsi, 72 % de ces épargnants aisés disent pouvoir envisager de souscrire à plus ou moins long terme des placements en actions (23 % pour les autres).

<sup>1</sup> Les méthodes utilisées pour constituer une typologie à partir des réponses à un questionnaire font appel au calcul statistique. Pour obtenir une bonne classification, il faut que les individus d'un même groupe soient le plus semblables possible tout en étant le plus différents possible des individus des autres groupes.

### Les autres groupes d'épargnants

Deux groupes, représentant la moitié des Français, sont très à distance des placements en actions, soit parce qu'ils sont hostiles au risque et peu intéressés par ces placements, soit parce qu'ils ont des difficultés à épargner.

Un 4<sup>e</sup> groupe, relativement plus confiant et plus jeune, est à ce stade indifférent aux placements en actions, mais pourrait s'y intéresser à plus long terme.

#### Les « détachés réfractaires » (29 % des Français)

Plus âgés (54 ans en moyenne, souvent des retraités) et préoccupés, les « détachés » sont hostiles à toute prise de risque en matière de placements. Ils sont moins souvent confiants envers l'évolution de leur situation économique et financière (29 %, contre 35 % pour les autres). Plus souvent que les autres, leurs préoccupations sont de faire face aux dépenses imprévues ou au risque de perte d'autonomie plus tard. Les placements en actions ne les intéressent pas et ils n'envisagent pas d'y souscrire.

#### Les « fragiles inquiets » (24 % des Français)

Une catégorie plus féminine, à la moyenne d'âge de 49 ans et au taux de divorce plus élevé que l'ensemble des Français, CSP- et inquiète envers l'évolution de sa situation financière (41 % contre 26 %). Des revenus plus faibles que la moyenne entraînent des difficultés à épargner. Ces personnes ont le sentiment de mal s'y connaître en matière de placements (90 % contre 54 %). Elles ne semblent pas en situation de pouvoir bloquer une épargne sur le long terme et de la diversifier en actifs risqués. Ces personnes sont par conséquent éloignées du domaine de la bourse.

#### Les « jeunes peu connaisseurs » (23 % des Français)

Cette catégorie rassemble des actifs plus féminins (60 %) et plus jeunes (40 ans de moyenne d'âge, 47 % de moins de 35 ans). Ces « jeunes peu connaisseurs » sont relativement confiants dans l'évolution de leur situation financière (34 % d'entre eux, idem dans le reste de la population). Ils ont plus souvent (26 % contre 16 %) comme préoccupation principale de préparer un projet professionnel.

Ils ont le sentiment de mal s'y connaître en matière de placements financiers (85 % contre 55 % pour le reste de la population) et ne savent pas réellement se positionner sur les placements en actions. Par exemple, ils ne savent pas si ces placements ont été rentables depuis 5 ans (49 % contre 31 %), et ont peu d'avis pour les 5 prochaines années (47 % ne savent pas, contre 34 %).

Cependant, de manière générale, leur désintérêt ou leur manque de confiance envers les placements en actions est moins marqué que parmi les Français les plus à distance. Ainsi, s'ils n'envisagent pas d'y investir à court terme (62 % contre 57 %), ils se montrent plus ouverts à plus long terme (24 % contre 15 %).